



**Convention
relative à l'application de l'Article 8
« Intégration des ouvrages dans l'environnement »
du cahier des charges de concession
pour le service public de la distribution d'énergie électrique
du 1^{er} janvier 2021**

Entre

Le **Syndicat Mixte d'Énergies du Doubs (SYDED)**, autorité concédante du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur son territoire, représentée par Monsieur le Président, Patrick CORNE, dûment habilité à cet effet par délibération du Comité syndical en date du 4 décembre 2020, domiciliée 33 rue Clément Marot à Besançon (25000),

Désigné ci-après par l'appellation « **l'autorité concédante** »,

Et

Enedis, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 34, place des Corolles 92079 Paris La Défense, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par M. Bastien TOULEMONDE, Directeur Régional Enedis d'Alsace Franche-Comté, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 18 décembre 2015 à effet du 1^{er} janvier 2016 par Monsieur Antoine JOURDAIN, faisant éléction de domicile 57, rue Bersot à Besançon (25000),

Désignée ci-après : « **le concessionnaire** », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, **ou « le gestionnaire du réseau de distribution »**,

Désignés ensemble « **les Parties** »

Exposé

Le contrat de concession du SYDED a été renouvelé par acte en date du 14 décembre 2020, en concédant à Enedis, et pour 30 ans, la distribution publique de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire de la concession.

Le nouveau contrat de concession entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2021, se substitue dans l'ensemble de ses dispositions, y compris celles du cahier des charges et de ses avenants, au contrat de concession précédemment attribué le 20/12/2000 par le SYDED à Electricité de France sur l'ensemble du territoire de la concession.

La présente convention en date du 14 décembre 2020, définit les modalités d'application de l'article 8 du cahier des charges à compter de 2021 et pour quatre années. Enedis et le SYDED ont fixé les participations financières du concessionnaire pour les exercices 2021 à 2024 sous conditions que les travaux réalisés par le SYDED contribuent à l'atteinte d'un taux de sécurisation.

A l'issue de la présente convention, les parties conviennent de se réunir pour définir les modalités d'application de la prochaine convention article 8.

Les Parties sont convenues des dispositions ci-après.

Article 1^{er} – Application de l'article 8 du cahier des charges de concession – participation du gestionnaire du réseau de distribution au titre de l'intégration des ouvrages dans l'environnement

La présente convention a pour objet de fixer le montant et les modalités de règlement de la contribution annuelle du concessionnaire au titre de l'article 8 du cahier des charges à compter du 1^{er} janvier 2021 et pour la période définie à l'article 7 ci-après.

Article 2 – Montant de la participation du gestionnaire du réseau de distribution

La participation du concessionnaire s'établira à hauteur de 40% du montant des chantiers éligibles à l'article 8, et ce dans la limite de l'enveloppe annuelle fixée ci-dessous.

Le montant annuel de la participation du concessionnaire au titre de l'article 8 est fixé à :

- **400 000 euros** pour les années 2021 et 2022 ;
- **à minima 80 % de ce montant** pour les années 2023 et 2024.

Les parties conviennent de définir précisément le montant des années 2023 et 2024 au regard d'un bilan partagé sur la sécurisation conformément à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 – Programme annuel des travaux présenté par l'autorité concédante

Au cours de l'année N-1, (au plus tard le 30 novembre) l'autorité concédante adressera au gestionnaire du réseau de distribution, pour coordination éventuelle et commun accord, le programme prévisionnel pour l'année N des travaux que l'autorité concédante entend réaliser aux fins d'intégration des ouvrages électriques dans l'environnement et cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession.

Lesdits travaux annuels, cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession comporteront des actions de sécurisation des réseaux qui consistent à résorber des portions de réseau aérien basse tension en fils nus et en priorité les portions comportant des faibles sections. Les Parties conviennent que les fils nus de faible section correspondent aux fils de section inférieure ou égale à 14 mm² en cuivre ou de section inférieure ou égale à 22 mm² pour les autres métaux.

La part des réseaux supprimés, concourra à l'amélioration de la qualité de fourniture et contribuera à l'atteinte du taux de sécurisation fixé à l'article 4 de la présente convention.

Les travaux du programme de l'année N feront l'objet d'un suivi régulier. A cet effet, des réunions périodiques seront organisées par les parties, au nombre d'une réunion par semestre à minima.

Si certaines opérations du programme de l'année N ne sont pas achevées au 31 décembre de l'année N, ces opérations seront imputées sur le montant de la contribution de l'année N, sous réserve qu'elles soient achevées avant le 31 décembre de l'année N+1.

Article 4 – Taux de sécurisation

Les parties sont convenues d'un taux de sécurisation de 30% à atteindre sur la durée de la présente convention.

Le taux de 30% correspond au ratio suivant : longueur de réseaux basse tension composé de fils nus et/ou fils nus de faible section (cumulé sur la durée de la convention) déposé rapporté à longueur totale de réseaux basse tension déposé (cumulé sur la durée de la convention), sous maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante et cofinancés au titre de l'article 8 du contrat de concession.

Pour ce faire, l'autorité concédante détaillera les opérations et les linéaires de réseaux basse tension concernés par son programme annuel de travaux cofinancés au titre de l'article 8 du cahier des charges de concession.

Les parties réaliseront un bilan sur la contribution apportée à la sécurisation des réseaux par l'intégration des ouvrages dans l'environnement sous maîtrise d'ouvrage du SYDED :

- **à l'issue des deux premières années conformément à l'article 2** de la présente convention ;
- **au terme de la présente convention** afin d'en préparer le renouvellement.

Article 5 – Modalités de règlement de la participation du concessionnaire

La participation convenue et fixée à l'article 2 de la présente convention sera versée par le gestionnaire du réseau de distribution sur présentation d'un état justificatif récapitulatif des chantiers éligibles au cofinancement et retenus au programme. Cet état justificatif sera établi par l'autorité concédante après l'achèvement des travaux ou de la tranche de travaux concernés.

Article 6 – Prise d'effet

La présente convention prend effet à la date de sa réception par la Préfecture.

Article 7 – Durée de la convention

7a) durée : la présente convention est établie pour une durée de quatre ans, soit du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.

7b) renouvellement : les parties se réuniront dans les 6 mois qui précèdent la fin de la présente convention, afin de discuter des modalités de renouvellement de la présente convention. Elles définiront ensemble les modalités d'application de la prochaine convention article 8.

Article 8 – Formalités

La présente convention, établie en trois exemplaires originaux, est dispensée des droits d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait à Besançon, le 14 décembre 2020

Pour le SYDED

Pour Enedis

Le Président

Le Directeur